

Date du document : 17/07/2017
Date de mise à jour : 23/06/2025

COMMUNICATION

NOTE EXPLICATIVE – TARIF PROSUMER

Table des matières

1.	Qu'est-ce qu'un prosumer ?	3
2.	Un tarif <i>prosumer</i> – De quoi s'agit-il ?	3
3.	Un tarif <i>prosumer</i> – Pourquoi ?	3
4.	Un tarif <i>prosumer</i> – Comment ?	3
4.1.	Si le prosumer ne dispose pas d'un compteur qui mesure séparément le prélèvement et l'injection	4
4.2.	Si le <i>prosumer</i> dispose d'un compteur qui mesure séparément le prélèvement et l'injection	4
4.3.	Montant maximum à facturer	4
4.4.	Le cas des prosumers qui ne bénéficient pas de la compensation	7
5.	Le placement d'un compteur double flux est-il intéressant pour moi ?	8
6.	À qui et quand puis-je demander le placement d'un compteur double flux ?	8
7.	Installation systématique d'un compteur communicant au 01/01/2024.....	9
8.	quelle est la différence entre un compteur double flux et un compteur communicant ?	9
9.	À qui et quand puis-je demander le placement d'un compteur communicant ?.....	10
10.	Qu'est-ce que la puissance électrique nette développable ?.....	10
11.	À combien s'élève le tarif <i>prosumer</i> ?.....	10
12.	S'agit-il d'un tarif d'injection ?	10
13.	Pourquoi le tarif <i>prosumer</i> varie-t-il selon le GRD ?	11
14.	Qui facture le tarif <i>prosumer</i> ?.....	11
15.	Quelle est la base légale du tarif <i>prosumer</i> ?.....	11
16.	Qu'en est-il des recours contre le tarif <i>prosumer</i> ?	Erreur ! Signet non défini.
17.	Que dois-je payer si la puissance de mon installation est supérieure à 10 kVA ?	11
18.	Que se passe-t-il si les panneaux solaires sur le toit ne m'appartiennent pas ?	11
19.	Je dispose d'une installation de production décentralisée avec des batteries. Dois-je payer ?	12
20.	Pourquoi ne suis-je pas payé pour l'électricité que j'injecte dans le réseau ?	12
21.	L'énergie injectée est-elle vendue à mes voisins ?	12
22.	Est-ce que je conserve mon droit aux certificats verts/à la prime QUALIWATT ?	12
23.	Est-il encore rentable de placer des panneaux solaires ?	13
24.	kWc, kVA, kWe, kWh – qu'est-ce que c'est ?.....	13

1. QU'EST-CE QU'UN PROSUMER ?

Un *prosumer* (contraction de « producteur » et de « consommateur ») est un utilisateur du réseau de distribution basse tension disposant d'une installation de production d'électricité décentralisée dont la puissance est inférieure ou égale à 10 kVA, susceptible d'injecter et de prélever de l'électricité au réseau sur le même point de raccordement.

2. UN TARIF PROSUMER – DE QUOI S'AGIT-IL ?

Le tarif *prosumer* est un tarif facturé aux *prosumers* (cf. [Qu'est-ce qu'un prosumer ?](#)) lorsque les coûts de réseau (distribution et transport) qui leur sont facturés sont établis sur la base de leurs prélèvements annuels nets. Ce tarif permet de faire contribuer ces *prosumers* pour l'utilisation qu'ils font des réseaux. Ce tarif s'applique quelle que soit la technologie de production utilisée. Il s'agit pour la grande majorité de panneaux photovoltaïques, mais il existe également de petites installations éoliennes, hydrauliques ou de cogénération.

Si vous êtes un client protégé régional ou fédéral, vous bénéficiez du [tarif social](#) et le tarif *prosumer* ne s'applique pas à vous. Pour plus d'information sur le tarif social ou le statut de client protégé, consultez le [site internet de la CWaPE](#).

3. UN TARIF PROSUMER – POURQUOI ?

Le tarif *prosumer*, qui n'est pas une taxe, vise à faire contribuer de manière équitable l'ensemble des utilisateurs du réseau de distribution d'électricité aux coûts de celui-ci.

Contrairement aux autres utilisateurs du réseau, les *prosumers* dont les coûts de réseau sont établis sur la base de leurs prélèvements annuels nets ne contribuent pas au financement du réseau à hauteur de l'utilisation qu'ils en font. En effet, bien qu'ils disposent d'une installation de production d'électricité, ces *prosumers* utilisent le réseau lorsqu'ils consomment de l'électricité à un moment où leur installation ne produit pas ou pas assez d'énergie. Dans ce cas, il y a désynchronisation entre la production et la consommation. Le *prosumer* peut injecter gratuitement son énergie dans le réseau (il n'y a pas de tarif d'injection dans son cas), mais il est équitable qu'il participe aux frais du réseau lorsqu'il prélève de l'énergie qu'il n'a pas produite lui-même au même instant.

Cette contribution équitable aux frais du réseau a pour objectif, d'une part, d'assurer le maintien et le développement du réseau électrique en le rendant acceptable socialement et, d'autre part, d'inciter les *prosumers* à autoconsommer davantage afin de pouvoir intégrer encore plus d'énergie renouvelable sur le réseau de distribution sans devoir renforcer ce dernier.

4. UN TARIF PROSUMER – COMMENT ?

- Si le *prosumer* dispose d'un compteur réseau qui comptabilise séparément le prélèvement et l'injection (compteur double flux ou communicant), les tarifs proportionnels de prélèvement de distribution et de refacturation des charges d'utilisation du réseau de transport, ainsi que les surcharges y relatives, s'appliquent au volume d'**électricité brut** prélevé sur le réseau de distribution.

- Si le *prosumer* ne dispose pas d'un compteur réseau qui comptabilise séparément le prélèvement et l'injection, un tarif capacitaire spécifique exprimé en EUR/kWe (appelé « tarif *prosumer* ») s'applique à la puissance électrique nette développable de l'installation de production. En plus de ce tarif forfaitaire, les tarifs proportionnels de prélèvement de distribution et de refacturation des charges d'utilisation du réseau de transport, ainsi que les surcharges y relatives, s'appliquent, le cas échéant, au volume d'**électricité net** prélevé sur le réseau de distribution.

4.1. Si le *prosumer* ne dispose pas d'un compteur qui mesure séparément le prélèvement et l'injection

La CWaPE a établi que, de manière générale, 40,26 % de l'énergie produite est consommée simultanément. 59,74 % de l'énergie produite est par conséquent réinjectée dans le réseau et consommée à un autre moment. Le tarif *prosumer* consiste donc à faire contribuer le *prosumer* aux coûts du réseau à hauteur de 59,74 % de ce qu'aurait payé un utilisateur du réseau classique, pour les composantes distribution et transport (y inclus les surcharges y relatives), pour une consommation électrique équivalente.

Le tarif *prosumer* s'applique à la **puissance électrique nette développable** (exprimée en kWe) de l'installation de production. La CWaPE prend comme hypothèse de production annuelle la valeur de 1.000 kWh par kWe par an.

4.2. Si le *prosumer* dispose d'un compteur qui mesure séparément le prélèvement et l'injection

Le compteur qui mesure séparément le prélèvement et l'injection incite les *prosumers* à utiliser davantage l'énergie au moment où elle est produite par leur installation de production, et ainsi autoconsommer davantage.

Cette augmentation de l'autoconsommation permet, d'une part, de réduire la facture du *prosumer* et, d'autre part, d'intégrer de manière générale plus de renouvelable sur le réseau de distribution sans pour autant nécessiter des investissements supplémentaires dans ce dernier. L'avantage est donc double : pour le *prosumer* et pour la collectivité.

Enfin, le compteur qui mesure séparément le prélèvement et l'injection permet au *prosumer* d'avoir une tarification calibrée plus précisément sur son usage réel du réseau.

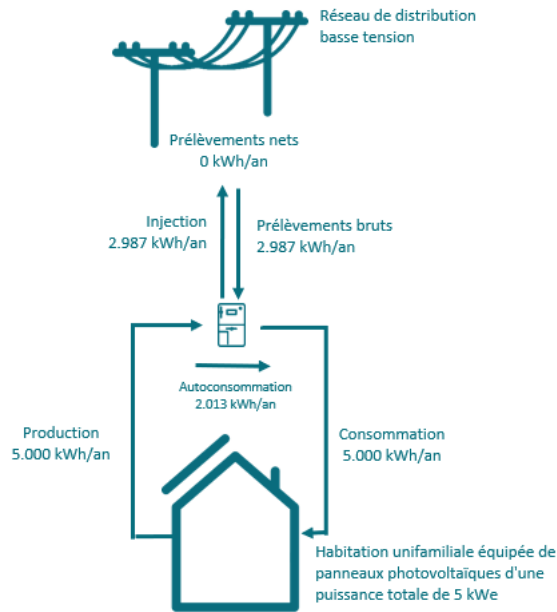
4.3. Montant maximum à facturer

L'article 81 de la méthodologie tarifaire applicable aux gestionnaires de réseau de distribution pour la période réglementaire 2025-2029, prévoit que les coûts de distribution et de transport, ainsi que les surcharges y relatives, appliqués aux prélèvements bruts, ne peuvent excéder les coûts de distribution et de transport calculés sur base des prélèvements nets et du tarif *prosumer* capacitaire.

Ce « montant maximum à facturer » vise à encourager les *prosumers* à demander le placement d'un compteur qui mesure distinctement le prélèvement et l'injection (qui incite à l'autoconsommation simultanée), sans prendre le risque de payer plus que s'il ne dispose pas de ce type de compteur dans l'hypothèse où leur autoconsommation ne serait finalement pas suffisante.

Exemples de facturation :

Cas 1 : Autoconsommation = 40,26%



Hypothèses :
 Production = 1000 kWh/kWe
 Autoconsommation = 40,26 %
 Tarif prosumer** = 77,66 €/kWe
 Tarif distribution = 0,10 €/kWh
 Tarif transport = 0,03 €/kWh

Facture tarif capacitaire :
 5 kWe x = 77,66 €/kWe = 388,31€
 0 kWh x 0,10€/kWh = 0€
 0 kWh x 0,03€/kWh = 0€

Total* = 388,31€

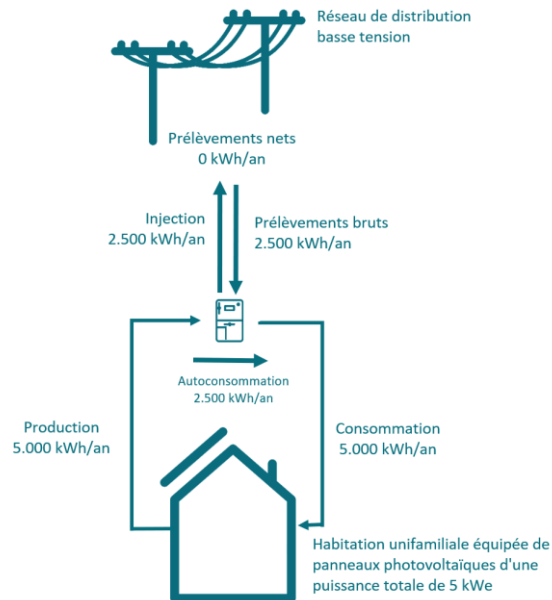
Facture tarif proportionnel :
 2.987 kWh x 0,10€/kWh = 298,7€
 2.987 kWh x 0,03€/kWh = 89,61€

Total* = 388,31€

* Montant qui sera facturé

** $77,66(\text{EUR}/\text{kWe}) = \frac{5.000(\text{kWh}) \times (1 - 40,26\%) \times 0,13(\text{EUR}/\text{kWh})}{5(\text{kWe})}$

Cas 2 : Autoconsommation = 50%



Hypothèses :

Production = 1000 kWh/kWe
 Autoconsommation = 50 %
 Tarif prosumer** = 77,66 €/kWe
 Tarif distribution = 0,10 €/kWh
 Tarif transport = 0,03 €/kWh

Facture tarif capacitaire :

5 kWe x = 77,66 €/kWe = 388,31€
 0 kWh x 0,10€/kWh = 0€
 0 kWh x 0,03€/kWh = 0€

Total = 388,31€

Facture tarif proportionnel :

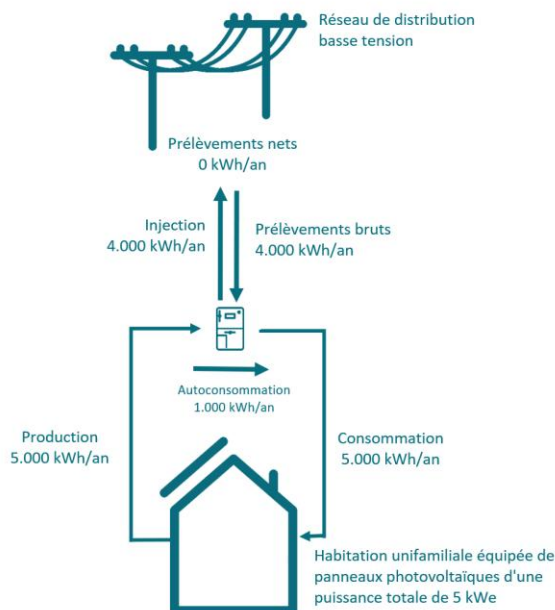
2.500 kWh x 0,10€/kWh = 250€
 2.500 kWh x 0,03€/kWh = 75€

Total* = 325€

* Montant qui sera facturé (minimum entre 325€ et 388,31€)

** $77,66(\text{EUR}/\text{kWe}) = \frac{5.000(\text{kWh}) \times (1 - 40,26\%) \times 0,13(\text{EUR}/\text{kWh})}{5(\text{kWe})}$

Cas 3 : Autoconsommation = 20%



<p><u>Hypothèses :</u> Production = 1000 kWh/kWe Autoconsommation = 20 % Tarif prosumer** = 77,66 €/kWe Tarif distribution = 0,10 €/kWh Tarif transport = 0,03 €/kWh</p>	<p><u>Facture tarif capacitaire :</u> 5 kWe x 77,66 €/kWe = 388,31€ 0 kWh x 0,10€/kWh = 0€ 0 kWh x 0,03€/kWh = 0€</p> <p style="text-align: center;">Total* = 388,31€</p>	<p><u>Facture tarif proportionnel :</u> 4.000 kWh x 0,10€/kWh = 400€ 4.000 kWh x 0,03€/kWh = 120€</p> <p style="text-align: center;">Total = 520€</p>
---	---	---

* Montant qui sera facturé (minimum entre 388,31€ et 520€). Le montant de 520€ sera repris sur la facture (facturation proportionnelle sur base des prélèvements bruts), mais une ristourne de 131,69€ (520€ - 388,31€) sera appliquée sur la facture.

$$** 77,66(\text{EUR}/\text{kWe}) = \frac{5.000(\text{kWh}) \times (1 - 40,26\%) \times 0,13(\text{EUR}/\text{kWh})}{5(\text{kWe})}$$

4.4. Le cas des prosumers qui ne bénéficient pas de la compensation

À partir du 1^{er} janvier 2024, un *prosumer* qui ne bénéficie pas du principe de compensation verra l'ensemble de sa facture (commodité, coûts de réseau, coûts de transport, taxes et surcharges) établi sur la base de ses prélèvements bruts, sans application du principe du « maximum à facturer ».

Les *prosumers* qui ne bénéficient pas du principe de compensation sont soit les *prosumers* dont l'installation de production est mise en service à partir du 1^{er} janvier 2024, soit les *prosumers* qui renoncent volontairement à la compensation, généralement en vue de valoriser leur injection d'électricité auprès d'un fournisseur d'énergie.

5. LE PLACEMENT D'UN COMPTEUR DOUBLE FLUX EST-IL INTÉRESSANT POUR MOI ?

Si le *prosumer* estime que son autoconsommation est suffisamment élevée, le placement d'un compteur double flux (généralement un compteur communicant) devrait permettre de payer des coûts de réseau (distribution et transport) inférieurs aux coûts de réseau basés sur le tarif *prosumer* forfaitaire. Néanmoins dans le cas des petites installations, l'impact sera très limité étant donné que les coûts de distribution et de transport basés sur le tarif *prosumer* capacitaire sont relativement faibles. Par contre, un *prosumer* avec une très grosse installation combinée à une faible consommation aura, lui, intérêt à demander le placement d'un compteur double flux. C'est également le cas de tout *prosumer* dont la production réelle d'énergie est plus faible que celle supposée par la CWaPE (hypothèse de 1.000 kWh/an pour 1 kWe installé) en raison d'une défaillance de tout ou partie de l'installation, de déclenchements intempestifs de l'onduleur, d'un ombrage trop important, ou tout autre phénomène qui dégraderait le volume produit comparativement à la puissance de l'installation.

Grâce aux dispositions prévues à l'article 81 de la méthodologie tarifaire 2025-2029, le *prosumer* qui dispose d'un compteur double flux ne paiera pas des coûts de distribution et de transport plus élevés que s'il n'avait pas de compteur double flux.

6. À QUI ET QUAND PUIS-JE DEMANDER LE PLACEMENT D'UN COMPTEUR DOUBLE FLUX ?

Si le *prosumer* souhaite remplacer son compteur traditionnel par un compteur double flux (communicant), il doit introduire une demande de remplacement de compteur auprès de son gestionnaire de réseau de distribution (cf. [Rechercher mon GRD](#)).

Les *prosumers* bénéficient de la compensation (voir la [FAQ sur le principe de compensation et le compteur communicant](#)). La compensation consiste à pouvoir déduire de sa consommation, sur une période comprise entre deux relevés d'index, l'énergie injectée dans le réseau durant la même période, même si la consommation et l'injection ont été effectuées à des moments différents. De manière générale, la compensation est calculée sur une base annuelle. En cas d'intervention technique réalisée sur le raccordement à l'initiative du *prosumer*, notamment pour le remplacement du compteur simple flux par un compteur double flux entre deux relevés d'index, la période de facturation annuelle est scindée et la compensation s'applique à chaque période, ce qui peut engendrer une « perte » partielle de la production et une facturation de la consommation correspondante.

Dès lors, afin d'éviter la perte d'une partie de la production enregistrée pendant la période courant jusqu'à la date du remplacement, le *prosumer* a intérêt à demander le remplacement du compteur au plus près de la date de relève annuelle.

Par ailleurs, le *prosumer* doit tenir compte du fait que le délai entre l'introduction d'une demande de remplacement d'un compteur simple flux par un compteur double flux et le remplacement effectif du compteur peut varier en fonction du nombre de demandes à traiter. La demande devra donc parvenir suffisamment à l'avance au GRD, afin que le remplacement du compteur puisse intervenir à la date souhaitée par le *prosumer*. Les GRD ORES et RESA ont défini la procédure et les modalités relatives à la demande de remplacement de son compteur simple flux pour un compteur double flux.

- Site web de ORES : <https://www.ores.be/particuliers-et-professionnels/compteur-double-flux>
- Site web de RESA : <http://www.resa.be/le-compteur-double-flux/>

Pour les gestionnaires de réseau AIESH, AIEG et REW, la demande peut être introduite via votre point de contact habituel :

- Site web de AIESH : <http://www.aiesh.be/FR/>
- Site web de AIEG : <http://www.aieg.be/contact.php>
- Site web du REW : <https://www.rew.be/modifier-un-raccordement-existant>

Le principe de compensation (la compensation entre les quantités d'électricité prélevées et injectées sur le réseau) prend fin le 31 décembre 2023. Cependant, la compensation entre les quantités d'électricité prélevées et injectées sur le réseau est maintenue jusqu'au 31 décembre 2030 pour les auto-producteurs qui disposent d'une installation de production d'électricité renouvelable d'une puissance nette développable inférieure ou égale à 10 kW dont la mise en service est antérieure au 1^{er} janvier 2024.

- [Consulter le texte légal.](#)

7. INSTALLATION SYSTÉMATIQUE D'UN COMPTEUR COMMUNICANT AU 01/01/2024

Depuis le 01/01/2024 toute les nouvelles installations de production d'électricité d'une puissance égale ou inférieure à 10 kVA sont systématiquement équipées d'un compteur communicant à moins que cela soit techniquement impossible ou non économiquement raisonnable ou en cas de refus.

[Consulter le texte légal](#) (article 46).

8. QUELLE EST LA DIFFERENCE ENTRE UN COMPTEUR DOUBLE FLUX ET UN COMPTEUR COMMUNICANT ?

Un compteur double flux, ou compteur bidirectionnel, est un compteur qui permet de mesurer séparément les énergies prélevées et injectées sur le réseau.

Un compteur communicant est un compteur double flux/compteur bidirectionnel doté d'une interface de communication et ajoutant de nouvelles fonctionnalités. Il peut ainsi recevoir ou émettre des messages électroniques (ex. informations sur l'état du compteur et du réseau, relève des index...) et être piloté à distance par le gestionnaire de réseau (ex. fermeture/autorisation ouverture, modulation de la puissance, gestion du prépaiement...).

Le compteur communicant offre plus de fonctionnalités et plus de données à son utilisateur (comme par exemple des historiques de consommation et de production par 1/4h permettant aux *prosumers* d'optimiser leur autoconsommation), ce qui *de facto* rend ce compteur plus intéressant.

9. À QUI ET QUAND PUIS-JE DEMANDER LE PLACEMENT D'UN COMPTEUR COMMUNICANT ?

Le décret du 5 mai 2022 prévoit qu'avant le 31 décembre 2029, les gestionnaires de réseau de distribution aient installé des compteurs communicants chez 80% des *prosumers*.

10. QU'EST-CE QUE LA PUISSANCE ÉLECTRIQUE NETTE DÉVELOPPABLE ?

La puissance électrique nette développable (Pend) est la puissance électrique générée par l'installation de production d'électricité avant transformation éventuelle vers le réseau, obtenue en déduisant la puissance moyenne des équipements fonctionnels de l'installation de la puissance maximale réalisable et exprimée en kWe.

Exemples :

<i>Puissance installée</i>	<i>Puissance maximale réalisable (sortie onduleur)</i>	<i>Puissance électrique nette développable</i>
3,8 kWc	3,5 kVA	3,5 kWe
3,8 kWc	4 kVA	3,8 kWe

11. À COMBIEN S'ÉLÈVE LE TARIF PROSUMER ?

Le tarif *prosumer* dépend du gestionnaire de réseau de distribution sur lequel le *prosumer* est raccordé. Le tableau suivant présente les tarifs *prosumer* « capacitaires » approuvés des gestionnaires de réseau de distribution AIEG, AIESH, ORES Assets, RESA et REW pour les années 2024 et 2025.

Tarif prosumer capacitaires TVAC			
exprimé en €/kWe	Évolution		
	2024	2025	2024/2025
AIEG	59,02	78,99	34%
AIESH	82,17	97,68	19%
ORES ASSETS	66,19	86,96	31%
RESA	70,67	85,93	22%
REW	76,26	89,91	18%

Le tarif proportionnel (en EUR/kWh) correspond à la somme des tarifs de prélèvement d'électricité et des tarifs de refacturation des charges d'utilisation du réseau de transport du gestionnaire de réseau de distribution.

12. S'AGIT-IL D'UN TARIF D'INJECTION ?

Non, le tarif *prosumer* est un tarif qui se base sur l'utilisation du réseau relative aux prélèvements et non sur l'usage du réseau pour y injecter de l'énergie, ce en quoi il s'agit d'un tarif de prélèvement et non d'un tarif d'injection.

Par ailleurs, la méthodologie tarifaire 2025-2029 ne prévoit aucun tarif applicable pour l'injection d'électricité sur le réseau de distribution pour les installations de production d'une puissance inférieure ou égale à 10 kVA.

13. POURQUOI LE TARIF *PROSUMER* VARIE-T-IL SELON LE GRD ?

Les gestionnaires de réseau de distribution exercent leurs activités sur un territoire bien délimité. Les tarifs de distribution sont fixés individuellement pour chaque gestionnaire de réseau de distribution, sur la base de ses coûts (revenu autorisé). Tous les tarifs de distribution sont approuvés par le régulateur wallon de l'énergie, la CWaPE, sur proposition de chaque GRD et ce, en conformité avec les principes de la méthodologie tarifaire.

Pour connaître votre GRD, cliquez [ici](#).

Pour connaître les tarifs applicables par votre GRD, cliquez [ici](#).

14. QUI FACTURE LE TARIF *PROSUMER* ?

En vertu du principe de la cascade tarifaire, le fournisseur d'électricité facturera le tarif *prosumer*, tout comme cela se fait à présent avec l'ensemble des composantes de la facture, dont les frais de réseau. Ces frais de réseau, y inclus le tarif *prosumer*, sont ensuite restitués par le fournisseur au gestionnaire de réseau de distribution.

15. QUELLE EST LA BASE LÉGALE DU TARIF *PROSUMER* ?

Le tarif *prosumer* est inscrit dans la méthodologie tarifaire élaborée par la CWaPE pour la période réglementaire 2025-2029. La CWaPE est compétente pour l'élaboration de cette méthodologie tarifaire et pour l'approbation des tarifs des gestionnaires de réseau en vertu du décret du 12 avril 2001. C'est le décret du 19 janvier 2017 relatif à la méthodologie tarifaire applicable aux gestionnaires de réseaux de distribution de gaz et d'électricité qui encadre plus précisément l'exercice de cette compétence. La CWaPE se base sur ce décret, lequel prévoit la contribution équitable des clients finals aux frais d'utilisation du réseau, pour instaurer le tarif *prosumer*.

16. QUE DOIS-JE PAYER SI LA PUISSANCE DE MON INSTALLATION EST SUPÉRIEURE À 10 KVA ?

Le tarif *prosumer* ne s'applique pas aux installations d'une puissance installée de plus de 10 kVA. Ces installations, qui ont obligatoirement un comptage distinct pour le prélèvement et l'injection, paient distinctement le prélèvement et l'injection d'énergie sur le réseau de distribution, conformément aux tarifs applicables par le gestionnaire de réseau de distribution.

17. QUE SE PASSE-T-IL SI LES PANNEAUX SOLAIRES SUR LE TOIT NE M'APPARTIENNENT PAS ?

Le tarif *prosumer* est facturé à l'utilisateur du réseau. Il s'agit du client final qui consomme de l'électricité à une adresse et donc pas nécessairement du propriétaire des panneaux solaires. C'est également l'utilisateur du réseau qui peut le cas échéant adapter ses habitudes de consommation pour utiliser l'énergie au moment où elle est produite par l'installation et réduire ainsi sa facture.

18. JE DISPOSE D'UNE INSTALLATION DE PRODUCTION DÉCENTRALISÉE AVEC DES BATTERIES. DOIS-JE PAYER ?

Le tarif *prosumer* capacitaire est un forfait qui ne tient pas compte de la présence de batteries domestiques. Un *prosumer* qui reste sur ce tarif par défaut payera donc le même montant, avec ou sans batteries.

Le tarif *prosumer* proportionnel est quant à lui fonction des prélèvements réels sur le réseau de distribution. Si le *prosumer* a installé une ou plusieurs batteries domestiques, il est fort probable que ses prélèvements sur le réseau de distribution soient plus faibles que précédemment, il paiera par conséquent moins cher les coûts de réseau.

Il est important de noter que l'installation de batteries domestiques devra obligatoirement être signalée auprès de son gestionnaire de réseau de distribution.

19. POURQUOI NE SUIS-JE PAS PAYÉ POUR L'ÉLECTRICITÉ QUE J'INJECTE DANS LE RÉSEAU ?

Les *prosumers* qui bénéficient de la compensation valorisent l'énergie qu'ils injectent dans le réseau au prix de l'énergie prélevée, ce qui génère un coût évité avantageux sur la partie « commodité » (coût de l'énergie) de la facture. Par défaut, l'énergie injectée de manière excédentaire sur le réseau (et qui ne sera donc pas prélevée à un autre moment) n'est pas valorisée.

20. L'ÉNERGIE INJECTÉE EST-ELLE VENDUE À MES VOISINS ?

Non. Si l'installation est surdimensionnée par rapport aux besoins de l'utilisateur, celui-ci perd une partie de l'énergie injectée sur le réseau puisqu'il ne la prélève pas. Cette énergie n'est actuellement pas valorisée par le producteur. Elle n'est pas davantage vendue à d'autres clients par le gestionnaire de réseau ou par le fournisseur. Elle est utilisée par le gestionnaire de réseau pour compenser, sur base annuelle, les pertes sur le réseau.

En effet, l'alimentation en électricité d'un point de raccordement à partir d'un transformateur s'accompagne d'un petit pourcentage de pertes. Pour les combler, le gestionnaire de réseau doit s'approvisionner en électricité sur le marché et ce coût est répercuté sur les utilisateurs du réseau via les tarifs d'utilisation du réseau. Lorsque le gestionnaire de réseau utilise l'excédent de production injectée pour compenser les pertes sur le réseau, il doit acheter moins d'électricité. Ce coût évité se répercute donc dans les tarifs, en faveur de tous les utilisateurs du réseau. Cette mesure fait partie du modèle d'allocation des quantités d'énergie qui transitent par le réseau qui est approuvé par la CWaPE.

21. EST-CE QUE JE CONSERVE MON DROIT AUX CERTIFICATS VERTS/À LA PRIME QUALIWATT ?

Oui. Cette nouvelle tarification ne change rien en ce qui concerne l'octroi de certificats verts ni la prime Quali watt. Si vous avez droit aujourd'hui à l'un ou l'autre de ces mécanismes de soutien, vous conserverez ce droit selon les modalités et la durée précisées par l'AGW PEV¹.

¹ Arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération

22. EST-IL ENCORE RENTABLE DE PLACER DES PANNEAUX SOLAIRES ?

Oui. La CWaPE renvoie aux publications du Service public de Wallonie à cet égard : [Installer un système photovoltaïque : aspects pratiques](#).

23. KWc, KVA, KWE, KWH – QU'EST-CE QUE C'EST ?

kWc = kilowatt crête : C'est l'unité de mesure dans laquelle est exprimée la puissance d'une installation (des panneaux photovoltaïques par exemple) dans des conditions standard de test.

kVA = kilovoltampère : C'est l'unité de mesure dans laquelle est exprimée la puissance électrique maximale apparente d'une installation, mesurée à la sortie de l'onduleur.

kWe = kilowatt électrique : C'est l'unité de mesure dans laquelle est exprimée la puissance électrique nette développable de l'installation. Cf. [Qu'est-ce que la puissance électrique nette développable ?](#)

kWh = kilowattheure : C'est l'unité de mesure dans laquelle est exprimée la quantité d'énergie électrique produite par l'installation et la quantité d'énergie électrique consommée par l'utilisateur.

* *
*
*
*